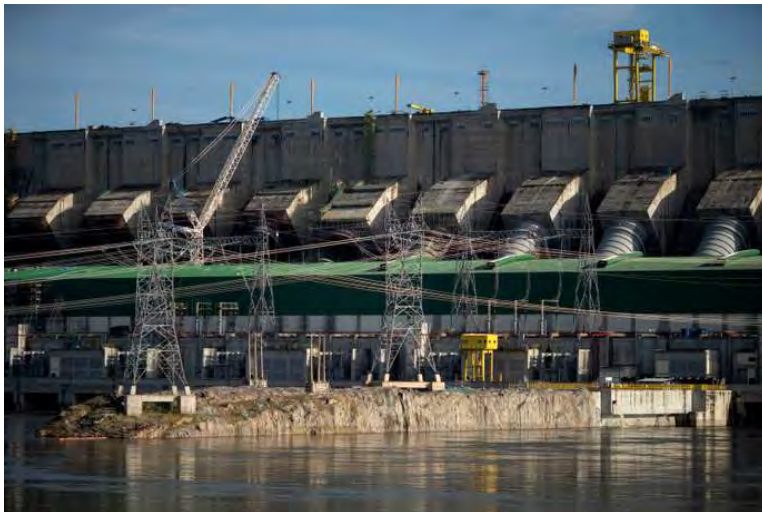


https://www.lemonde.fr/energies/article/2019/11/30/le-barrage-belo-monte-au-bresil-monument-au-gaspillage-et-a-la-folie-met-en-marche-sa-derniere-turbine_6021169_1653054.html

Le barrage Belo Monte, au Brésil, « monument au gaspillage et à la folie », met en marche sa dernière turbine

La dernière turbine de cette centrale, structure mastodonte sur un affluent de l'Amazone, dont le chantier avait démarré sous Lula, a été inaugurée à la va-vite par le président Jair Bolsonaro.

Par Anne Vigna Publié le 30 novembre 2019 à 11h10, mis à jour hier à 06h02



 Le barrage de Belo Monte à Altamira sur un affluent de l'Amazone, au Brésil, le 11 mars. MAURO PIMENTEL / AFP

Il a fallu des décennies d'études et onze ans de travaux pour construire Belo Monte, le quatrième plus important barrage au monde en pleine forêt amazonienne.

Pourtant, mercredi 27 novembre, le président brésilien, Jair Bolsonaro, a expédié son inauguration en quelques minutes et en silence. Difficile en effet de tresser les louanges d'une réalisation qui ne tient aucune de ses promesses et que Felicio Pontes, le procureur régional de la République, chargé de Belo Monte, décrit aujourd'hui comme « un monument au gaspillage et à la folie ».

Le barrage, qu'on appelle localement « Belo Monstro », est en effet un gouffre financier estimé à 10 milliards d'euros et financé à plus de 80 % par l'argent public. Censé produire 11 000 mégawatts (MW) d'énergie avec une dix-huitième turbine mise en service cette semaine, il n'a jusqu'à ce jour, pas produit plus de 4 571 mégawatts en moyenne par an depuis

2016. Un piètre résultat que le concessionnaire, Norte Energia, a fini par reconnaître, malgré les démentis réitérés de son équipe de communication.

Ce serait en effet donner raison aux dizaines d'études scientifiques et techniques qui avertissent depuis des années de la non-rentabilité du mastodonte. Le projet d'origine de Belo Monte dans les années 1970 était bien différent : il comprenait six barrages qui allaient inonder 20 000 km² de terres pour produire 11 000 MW d'électricité. C'est contre ce chantier que le chef indien Raoni s'était levé, aidé à l'étranger par le chanteur Sting.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Le chef indien Raoni : « Je suis fatigué de toutes ces promesses qui n'aboutissent pas »

Pots-de-vin

« L'énorme surprise a été de voir le président Lula reprendre en 2010 un projet de la dictature et nous le vendre comme une bonne chose », relate Sheila Jakarepi, une des opposantes au barrage avec son peuple, les Juruna.

Pour ce deuxième projet, le gouvernement de gauche avait pris soin d'épargner des territoires indiens. L'inondation est « limitée » à 500 km² avec un seul barrage, mais la capacité prévue reste de 11 000 MW. « Un mensonge », pour l'un des meilleurs spécialistes de ce barrage, Philip Fearnside, chercheur à Institut national de recherches sur l'Amazonie (INPA) à Manaus : « Belo Monte ne va jamais produire cette énergie et s'il y parvient, ce sera avec d'autres réservoirs installés dans le futur. »

Les experts savent depuis longtemps que le barrage sera presque à sec pendant au moins les quatre mois de la saison sèche, quand le débit du fleuve Xingu est considérablement réduit : « Seule une turbine fonctionne en cette saison et cela va s'accroître avec le changement climatique », ajoute M. Fearnside, qui est également expert au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

« J'ai toujours alerté le gouvernement sur les travaux des experts qui disaient tous que ce barrage n'était pas rentable, ajoute le procureur Felício Pontes. Leur entêtement était incompréhensible. Aujourd'hui nous savons qu'il existait un schéma de corruption avec ce barrage. C'est peut-être la raison de cette folie. »

Dans le cadre de l'enquête « Lava Jato », les entreprises de BTP qui ont construit Belo Monte, ont reconnu en 2017 avoir versé 1 % du coût de la structure en pots-de-vin. Un aveu bien tardif, quand le barrage était déjà en fonction. Le parquet a bien failli stopper l'ouvrage en intentant vingt-quatre actions judiciaires. Dans 90 % des cas, les juges ont donné raison au parquet, « mais le concessionnaire a systématiquement fait valoir une disposition, datant de la dictature militaire, et qui suspend une décision de justice si celle-ci est contraire au développement et à l'intérêt national », explique M. Pontes.

Lire aussi Belo Monte, le barrage géant du Brésil qui a vaincu les Indiens

Altamira, parmi les villes les plus violentes du Brésil

Les batailles en justice continuent pour obliger le concessionnaire à limiter les conséquences socio-économiques énoncées dans l'étude d'impact. Mais le barrage a entraîné des effets pires que prévu : 40 000 personnes ont été déplacées ; chômage, pauvreté, alcoolisme, suicide... tous les indicateurs sont en hausse, et en particulier celui de la violence.

Altamira a été, pendant six ans et jusqu'en 2017, la ville la plus violente du Brésil et fait toujours partie du top cinq en la matière. Depuis 2013, elle détenait également le triste record de la déforestation en Amazonie, et cet été elle a été très touchée par les feux de forêts. Pour la police fédérale, il n'y a pas de lien direct avec le barrage, mais la région connaît aussi une forte spéculation foncière.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi A Sao Paulo, le dérisoire combat du street art contre le barrage de Belo Monte

Car après Belo Monte, voilà Belo Sun, un nom tout aussi attractif pour désigner une mine d'or à ciel ouvert qui serait la plus grande du Brésil. Une mine qui, elle, sera bien alimentée par le barrage. Belo Sun Mining Corp, qui appartient au groupe financier canadien Forbes & Manhattan, espère extraire 60 tonnes d'or en douze ans sur 346 hectares.

En 2017, la justice lui a refusé le permis d'exploitation pour ne pas avoir consulté les populations indigènes. Mais M. Bolsonaro a promis d'ouvrir l'exploitation minière dans les territoires indiens et un projet de loi doit être bientôt présenté dans ce sens. Il ne sera ainsi plus nécessaire de consulter les Indiens avant d'exploiter leur territoire, comme l'exige encore la Constitution.

Anne Vigna (Rio de Janeiro, correspondance)